

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

pétrole - europe - croissance

l'heure des choix

EDITORIAL

Le jour même où M. Messmer faisait appel à la solidarité nationale, le ministre des Affaires étrangères de la France reprenait une fois encore, devant le Sénat, l'antienne européiste.

Le jour même où le Premier ministre montrait, en dépit des pressions et des mensonges du groupe de pression sioniste, les aspects positifs de la politique que la France mène depuis 1967 à l'égard des pays arabes, M. Jobert faisait part de son désir de voir « l'Europe » engager des négociations avec les pays arabes : comme si nous avions besoin de la Hollande et de l'Allemagne pour conclure des accord de coopération avec les Etats du Proche-Orient.

Quelques jours après la décision de construire l'auto-berge rive gauche, M. Messmer insistait sur la

nécessité d'utiliser les transports en commun.

Il y a mieux encore, dans le domaine de l'incohérence. Dans un même discours, M. Jobert dénonçait la double hégémonie soviéto-américaine tout en célébrant les vertus de l'Alliance atlantique, marquait, à propos de la Hollande, les limites de la « solidarité » tout en souhaitant la mise sur pied d'une « défense européenne » !

Et il y a pire, dans le domaine du renoncement. Pour justifier ses thèses sur la « défense européenne » et la nécessité de l'Alliance atlantique, le ministre des Affaires étrangères de la France constatait au détour d'une phrase « l'insuffisance de nos moyens pour assurer sans alliance une confortable sécurité ». Ce qui revient à abandonner toute la théorie de la dissuasion nucléaire, que MM. Sanguinetti et Galley défendaient sans difficulté lors d'un récent débat télévisé.

M. Jobert peut ensuite refuser tout protectorat et s'affirmer partisan de

l'effort nucléaire national. Il ne convaincra personne. Par scepticisme, par mollesse ou par faiblesse, le ministre des Affaires étrangères a choisi de se réfugier dans « l'Europe », plutôt que de déterminer une politique française face à la double hégémonie soviéto-américaine. Une « Europe » qu'il place avant qu'elle ne soit née — le sera-t-elle jamais ? — sous la protection américaine.

Les Etats-Unis pour nous « protéger », la force nucléaire française intégrée dans le cadre européen pour que « notre sort ne puisse entièrement être déterminé par d'autres ». Telle est la philosophie de M. Jobert. Si c'est celle du gouvernement tout entier, M. Messmer se moque des Français en invoquant l'intérêt national. Sinon il lui faut se séparer sans tarder de ce clown triste : son équilibre intellectuel n'amuse personne et sa morale du renoncement inspire le dégoût.

N.A.F.

post-scriptum à un entretien

L'interview que j'ai donnée à la NAF (n° 131) sur l'avenir du Proche-Orient a suscité des réactions qui demandent une mise au point.

1) Page quatre, troisième colonne, il faut lire : « ... A aucun moment, les chefs de la Résistance palestinienne n'ont mis en cause la légitimité de la présence de la communauté juive en Palestine. »

2) J'ai pour le président Khadafi du respect, de l'estime, et dans cet entretien j'ai mis l'accent sur la justesse de l'analyse que le chef de l'Etat libyen donne de la situation au Proche-Orient, notamment en ce qui regarde l'action impérialiste américano-soviétique. Ce que chez lui j'aime moins, c'est le prosélytisme musulman. Certes, tout croyant est par définition un apôtre, et comme personne privée le colonel Khadafi a raison de vouloir convaincre les non-musulmans de l'excellence de sa foi ; mais comme chef d'Etat, je crois qu'il devrait adhérer, touchant la Palestine, aux thèses des responsables chrétiens et musulmans de la Résistance palestinienne, qui veulent que la Palestine de demain soit un pays laïc où tous les citoyens, croyants ou athées, juifs, chrétiens ou musulmans, jouiront de droits égaux.

3) Ce que j'ai dit de la riche bourgeoisie libanaise ne concerne qu'elle et ne peut d'aucune façon être appliqué à l'ensemble du peuple libanais. J'ai de nombreux amis libanais qui sont de tout leur cœur engagés dans le combat anti-sioniste, aux côtés de la Résistance palestinienne, et les lecteurs du *Carnet arabe* savent la chaleur avec laquelle j'y évoque leur action. Force m'est toutefois de constater qu'ils sont minoritaires dans leur pays, et moins puissants que la grande bourgeoisie d'argent, cette alliée honteuse du capitalisme occidental.

4) Un lecteur objecte que mes propos sur la Grande Syrie rejoignent les thèses du Parti Populaire Syrien. Si cela était, ça ne me gênerait nullement, mais je crois plutôt que, sur ce point, tout observateur honnête ne peut que partager mon sentiment. Je viens de recevoir le livre de M. Suleiman Moussa, *Songe et mensonge de Lawrence*, publié aux Editions Sindbad. M. Suleiman Moussa est un historien jordanien, grand admirateur de la dynastie hachémite, et peu suspect de complaisance à l'endroit des Damascènes. Or voici ce qu'il écrit (p. 297) dans un livre dont par ailleurs la lecture m'a bien souvent hérisse : « Le morcellement de la Grande Syrie fut le coup le plus grave infligé à la nation arabe à l'époque moderne. Les Arabes, qui prirent les armes contre les Turcs, n'avaient d'autre objectif que la création d'un Etat arabe unifié, ou au moins d'une confédération d'Etats arabes. La division de leur pa-

trie était bien la dernière chose qu'ils envisageaient ou attendaient. Les maux engendrés par ce morcellement, organisé par la Grande-Bretagne et la France, continuent à se faire sentir dans le monde arabe d'aujourd'hui. »

5) L'ambassade de Jordanie en France a, paraît-il, mal pris mes propos sur le roi Hussein. Des diplomates ne devraient pas être si susceptibles. Dans le *Carnet arabe*, je parle avec beaucoup de tendresse de la Jordanie, et c'est avec déférence que j'évoque ma rencontre avec le souverain hachémite. Je lui ai même offert un de mes livres. Mais cette audience royale avait eu lieu quelques mois avant les massacres de septembre 1970, qui ont porté à la Résistance palestinienne un coup plus rude que ceux portés jusqu'alors par les soldats israéliens. Que l'ambassadeur de Jordanie en France lise ce qui s'écrivait à l'époque au Caire, à Damas ou à Alger, et il verra que mon jugement sur le roi Hussein (je n'ai d'ailleurs fait que reprendre une formule du président Khadafi) est par comparaison fort modéré.

6) Il y a un proverbe français qui dit que lorsqu'on a le cul brenneux on ne monte pas au mât de cocagne. C'est un joli proverbe dont certain rédacteur (courageusement anonyme) de *l'Echo de la Presse* ne s'est assurément pas souvenu lorsqu'il a écrit le misérable article intitulé « Gabriel Matzneff au secours des Arabes ». Ce monsieur me tend un piège grossier en me réclamant le nom du rédacteur en chef d'un quotidien parisien qui fait aujourd'hui de la surenchère pro-sioniste, après avoir été sous l'occupation nazie un collaborateur de *l'Œuvre* de Marcel Déat. Il sait en effet aussi bien que moi que l'article 35 de la loi du 29 juillet 1881, modifié par l'ordonnance du 6 mai 1944, m'interdit de publier son nom, les faits remontant à plus de dix années. Je puis néanmoins assurer *l'Echo de la Presse* que, contrairement à ce qu'il écrit, cette information n'a rien de « sensationnel » : tout Paris est au courant, et en sourit.

Gabriel MATZNEFF.

avortement : le non des 12 000

Il semble donc qu'une fois de plus, le projet de loi portant sur la « libéralisation » de l'avortement sera renvoyé à la prochaine session parlementaire. Le Gouvernement recule, il prend peur. Depuis plusieurs mois, une riposte d'une ampleur prodigieuse se développe. Après les médecins, les juristes, les universitaires, les femmes de France, 12.000 conseillers généraux et maires de France se déclarent contre la légalisation du meurtre.

« Dès lors que la loi rejeterait le caractère sacré de la vie humaine, elle détruirait le fondement même de sa propre autorité ; elle deviendrait un pur instrument arbitraire de l'Etat. » On ne saurait mieux dire ; soulignons pour notre part combien une telle déclaration contraste avec la théorie démocratique. Avant tout consensus, la loi se fonde sur des lois non écrites, la structure morale profonde de la personne et de la cité.

Douze mille, cela représente plus du tiers des maires et conseillers généraux de France. Le Gouvernement ne peut que s'en émouvoir, tout comme les députés qui sentent leur électorat profondément troublé. A l'intérieur de la majorité, il semble que le docteur Peyret ne dispose pas d'un appui suffisant pour que la loi soit votée sans l'appoint de l'opposition de gauche. On comprend que MM. Messmer et Poniatowski hésitent devant cette perspective.

Le premier ministre s'est rallié à la tactique nouvelle du docteur Peyret : faire passer l'avortement en l'associant à une série de mesures sociales... Il importe de prévenir le piège et donc de poursuivre le grand mouvement de mobilisation de l'opinion. Ce n'est qu'un début.

G. L.

VIF SUCCES DES REUNIONS DES COMITES CONTRE L'AVORTEMENT

• Le 23 novembre à Versailles, la salle de l'Hôtel de Ville était trop petite pour accueillir la nombreuse assistance venue écouter les orateurs de la N.A.F. : Mme Lesage, le Docteur Boulogne, M^r Catta et Gérard Leclerc. Le débat fut spécialement animé grâce à la présence de quelques jeunes opposants, qui au bout du compte s'avérèrent impuissants à défendre la thèse du M.L.F. et du M.L.A.C.

• Le 30 novembre à Grenoble, le « Mouvement contre l'Avortement et pour le respect de la vie » dont la N.A.F. fait partie, avait organisé une réunion rue Millet sous la présidence du Docteur Lejais. Tour à tour, le Docteur de Saint-Cyr, Mme Laveyssière et Gérard Leclerc ont pris la parole. Notre confrère du *Dauphiné Libéré* (1-12-1973) en a donné un excellent compte rendu.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642.31 Paris

le colloque de l'échec

L'unanimité pour juger sévèrement la dégradation de l'école se dissout quasi instantanément dès qu'il s'agit d'envisager le moindre remède.

Echec du colloque. Colloque de l'échec ? C'est au gré de l'humour ou de l'absence d'humour du commentateur. En quoi eût consisté un colloque réussi ? Personne n'en souffre mot !

UN JUPITER STERILE

L'espoir que la réforme sortirait « armée et casquée », selon les propres termes de M. Fontanet, de ces trois jours de conciliabules ne pouvait effleurer que d'impénitents utopistes. Ce Jupiter démocratique, démultiplié en plus de six cents petits dieux, très puissants ou très impuissants, n'a donc pas éternué assez fort pour donner naissance à une nouvelle Minerve. Mais doué de tant de bouches et par surcroît de micros tentateurs, il a en revanche vraiment beaucoup parlé par le truchement des cinquante associations ou syndicats autorisés à prendre la parole le troisième jour ou directement dans les sous-commissions. La base a parlé à travers d'autres instances que celle des syndicats d'enseignants dits de « gauche » et de leurs satellites.

Quelques propos ont pu atteindre ainsi les responsables de l'Education Nationale sans passer au travers des prismes idéologiques. Voilà qui est neuf !

ENTRER A L'E.N.A. OU DEVENIR PATISSIER ?

Dès le premier jour une intervention très remarquée du Professeur Jean Frezal (2) avait tenté de dissiper quelques nuées égalitaristes. L'inné, le donné génétique de chaque enfant diffère profondément ; de plus, il évolue différemment d'un enfant à l'autre, même à égalité de traitement éducatif. Double observation qui limite donc les espoirs égalisateurs mis en la généralisation de l'école maternelle. Celle-ci fera apparaître de toutes façons des inégalités de départ comme d'évolution.

Or il devait revenir au représentant de l'Assemblée permanente des Chambres de Métiers de mettre fin aux ambiguïtés qui continuaient à peser sur la trop fameuse égalité des chances. Aux nombreux intervenants qui avaient judicieusement insisté sur l'inéquation entre l'égalité des chances et l'égalité des résultats, il apportait cet argument de bon sens : « ce qui compte c'est le bonheur de nos enfants. Or je ne sais lequel de mes deux fils est le plus heureux, celui qui prépare l'E.N.A. ou celui qui rayonne de joie devant la pièce montée qu'il vient d'achever ». Le tonnerre d'applaudissements qui suivit n'est pas le moindre des espoirs que peut faire lever le colloque. Là encore la voix de la base a parlé, n'en déplaise à M^r Cornec.

UN CONCILE OECUMENIQUE EN PLEINE GUERRE DE RELIGION

Formule heureuse du président de la Centrale nationale des Groupes Autonomes d'enseignants (C.N.G.A.) M. Paul Canonne. Elle résume admirablement ce que ne pouvait être le colloque et que M. Jacques Delors, rapporteur du premier thème, *Finalités de l'Education*, aurait bien voulu qu'il fût. A défaut de réforme, le Jupiter aux six cent cinquante nases n'a pu accoucher du consensus national sur l'éducation tant attendu par certains.

Le colloque en se montrant objectif, en essayant de multiplier le nombre des voix intervenantes n'a pas manqué de faire apparaître les profondes divergences entre orientations des diverses familles d'esprit. D'autres divergences, sous-jacentes, apparurent manifestes. La Fédération de l'Education Nationale (F.E.N.) résistera-t-elle à la situation créée par le Syndicat National des Instituteurs (S.N.I.) qui n'a pas suivi les autres syndicats de la Fédération dans leur retrait du colloque à l'issue de la matinée du 23 novembre ? Le projet d'une « Ecole fondamentale » présenté par le S.N.I. a été refusé par le P.C.F. comme par les syndicats d'enseignants proches de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Or ce projet ressemble comme un frère à celui de « l'Ecole polyvalente » proposé par M. Jacques Delors. D'ailleurs ce projet dans son ensemble ne manque pas d'un intérêt véritable : il peut, démarqué de ses origines idéologiques, se découvrir des alliés imprévus.

De nouveaux clivages paraissent en cours. Là encore l'heure n'était pas propice au consensus attendu.

ROUSSEAU EST MORT !

Après les morts annoncées du Père, de Marx, de Dieu et de l'Homme, le Professeur Jean Bernard (3) eut l'occasion de signifier celle de Rousseau. Les récentes découvertes de la génétique ne permettent plus de bâtir l'éducation sur *l'Emile*. L'auteur du « *Ecartons les faits* » ne peut se considérer comme un esprit scientifique Dont acte.

LE COLLOQUE BLOQUÉ

Si notre société a pu se voir caractérisée comme société bloquée, ce colloque en a reflété l'image parfaite. *L'unanimité pour juger sévèrement la dégradation de l'école se dissout quasi instantanément dès qu'il s'agit d'envisager le moindre remède.* Les uns s'enferment à double tour dans la citadelle de leurs prérogatives de « fonctionnaires qui veulent l'être totalement mais entendent être traités différemment des autres fonctionnaires » selon la réflexion de M

François Bloch-Lainé. Les autres s'enfuient en poussant de grands cris, hurlant à la manipulation révolutionnaire ou « au gauchiste ».

L'incohérence a quelquefois atteint la tribune « officielle » quand Mlle Michelle Aumont, rapporteur pour le quatrième thème, *l'école et le monde extérieur*, a parlé de « s'ouvrir aux absents, de ne pas se contenter de mettre une pincée de monde extérieur à l'intérieur de l'école, etc. ». Mlle Aumont retrouva cependant sa propre cohérence quand elle affirma que : « de toute façon aucune solution ne pouvait se trouver sans changement de régime ». Même le représentant de la C.G.T. ou M^r Cornec n'avaient osé aller aussi loin, se contentant d'en appeler à une société meilleure qui, il est vrai, portait le nom précis de « socialisme démocratique » pour le représentant C.F.D.T.

Si ce colloque a souffert de blocages systémiques de la part des groupes de pression bien connus, il s'est trouvé grippé dans la cohérence de ses propos par certains manques, certaines absences qui le rendaient incapable d'envisager de vraies pistes de solution.

L'enfant véritable en fut ainsi quasi absent. L'enfant vivant, né dans une famille, dans un milieu qui lui apporte ses valeurs propres, quel qu'il soit. Une sous-commission « *Finalités de l'Education* » a tenté d'explicitier ces données. Elle n'a guère trouvé d'écho au-delà d'elle-même.

Des manques, des blocages et aussi quelques légers déblocages. En somme, tout reste à faire. Mais peut-être la nouvelle géographie des forces en présence ou qui se lèvent en ce moment va-t-elle orienter les efforts pour une école digne de ce nom, sur une voie véritable au lieu des impasses successives dans lesquelles elle s'est trouvée engagée depuis si longtemps. Ce sera long et difficile.

DOMINIQUE CHEVALLIER.

(1) Président de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves de l'école publique.

(2) Président de l'université Paris-V. Chef de service Biogénétique médicale à l'hôpital des Enfants-Malades.

(3) Professeur de faculté de médecine.

souscription

Voici atteints les trois millions et demi d'anciens francs. Si cette souscription parvient à quatre millions, notre budget 73-74 sera équilibré en dépit des nombreuses hausses qui frappent aujourd'hui l'imprimerie. Si ces quatre millions sont dépassés, ce qui est très possible si votre générosité ne se tarit pas, ce sont de nouveaux projets que nous pourrions réaliser. Adressez vos dons à la N.A.F. (C.C.P. 642-31 Paris) en précisant « souscription ».

Yvan AUMONT.

Section XVI^e, 50 F - Section XVIII^e, 15 F - J.-Paul, 300 F - M. Pères, 50 F - P. Eymeries, 150 F - Section VII^e, 50 F - J. Blanchot, 100 F - Don, rue de Lévis, 10 F - J. Walls, 150 F - Don St-Lazare, 15 F - Un téléspectateur 3^e chaîne, 400 F - J. Cornu, 200 F - P. Robin, 150 F - M. Ragueneau, 23 F - V. Martot, 75 F - F. Charriol, 50 F - S. Daumet, 150 F - Anonyme Toulon, 10 F - R. Viatet, 100 F - De Monneron, 300 F - B. Lagrange, 200 F - Beague, 100 F - P. Maillot, 150 F - A. Langlois, 100 F - T. Charles, 120 F - Anonyme XV^e, 1.000 F - B. Charpent, 300 F - G. Genini, 50 F - P. Bruney, 150 F - J.-P. Seyler, 100 F - R. Soliys, 150 F - M. Brun, 500 F.

Total de cette liste 5.268 F
Total des précédentes listes .. 29.954 F
Total général 35.222 F

Résistant à toutes les pressions et devant « la menace de dislocation de son économie par manque de pétrole », indiquait une dépêche de l'A.F.P., le Japon s'est décidé à jouer un rôle actif pour établir au Proche-Orient une « paix juste et durable ». Malgré les sévères avertissements de la Maison Blanche, ignorant les menaces de boycottage lancées par les milieux financiers juifs américains, le gouvernement japonais s'engage donc ouvertement du côté arabe. L'arme du pétrole se révèle terriblement efficace. Faut-il s'en étonner ?

LE « MARCHANDAGE PETROLIER »

Le pétrole a fortement contribué à établir la puissance des sociétés industrielles, il en démontre maintenant l'extrême fragilité.

On parle alors de « chantage ». Récemment le quotidien algérien *El Moudjahid*, rejetant énergiquement ce qualificatif, notait que le pétrole appartient aux Arabes comme les « Phantom » aux Américains. Le pétrole arabe, ajoutait-il, est comme l'uranium américain ou canadien, un produit stratégique. Les Américains ne vendent cet uranium qu'à leurs alliés et toujours sous conditions politiques. Les Arabes ne peuvent-ils en faire de même avec leur pétrole ?

Observation fort judicieuse. Elle rappelle fort à propos que la crise du pétrole n'est qu'une des composantes de la crise mondiale de l'énergie. Les uns détiennent le pétrole, les autres l'uranium, les schistes bitumineux ou le charbon. De là à imaginer une certaine identité de vues, il n'y a qu'un pas. Tel hebdomadaire posait la question en ces termes : « Et si les Américains manipulaient Fayçal ? » (*Le Point* du 19 novembre).

Voilà l'un des plus conservateurs parmi les Etats du Golfe Persique dont les représentants apparaissent comme les plus intransigeants. Les invectives du cheik Yamani, ministre Saoudien du pétrole, ou des princes Saoud et Saad, fils du roi Fayçal, sont pour le moins surprenantes. Dans le même temps l'Irak poursuit une politique favorable à l'Europe et au Japon, estimant que la politique de réductions pourrait conduire à de nouvelles aventures militaires américaines (Déclaration officielle du 9 novembre).

Le jeu des « Majors » américaines est également bien inquiétant. L'Europe, qui dépend largement d'elles pour son approvisionnement pétrolier, est tout aussi menacée par leur désir

MAJORS : Grandes compagnies pétrolières internationales. Exxon Corp. (anciennement Standard Oil of New Jersey), Royal-Dutch/Shell, Texaco, Mobil Oil, Gulf Oil, Standard Oil of California, British Petroleum, et Compagnie Française des Pétroles (Total) dont l'Etat français possède 35 % du capital.

de privilégier le marché américain que par les réductions imposées par les pays producteurs de pétrole.

Peu à peu tous les pays européens s'orientent donc vers des rationnements ponctuels et bientôt continus. Première touchée, l'automobile.

L'AUTOMOBILE EN QUESTION

Instrument de libération, symbole d'indépendance, vecteur privilégié de l'agressivité, l'automobile, son histoire, sa vie de tous les jours, son avenir, présente l'un des cas les plus intéressants des contradictions de la société post-industrielle, aujourd'hui menacée.

« Les enfants qui naissent aujourd'hui seront tous impliqués dans un accident corporel... » D'où vient cette sombre prophétie ? Quel cataclysme, quelle guerre en seraient les responsables ? Simplement l'automobile à en croire les auteurs de « Stop ! Ou l'automobile en question » (1). Ouvrage non conformiste, volontairement provocant. Livre utile qui fait appel à la

vers une au

l'arme du pétrole (2)

« Comme en d'autres époques, mais dans des conditions profondément renouvelées, l'économie de ce temps-ci exige l'arbitrage politique ».

François PERROUX.

technique pour dominer la technique, et dépasse rapidement le simple pamphlet. Nous sommes donc loin des géniales élucubrations d'un Jean Yanne sur le thème « L'apocalypse est pour demain » (2).

On a tout dit sur la place de l'automobile dans la vie économique française, le rapport de causalité entre son développement et la croissance économique. L'expansion rapide de ce secteur, le travail qu'il procure — directement ou non — à près de deux millions de personnes, sa part dans la balance commerciale de notre pays, son importance dans ses recettes fiscales. On a essayé également de calculer son coût réel, celui de l'énorme infrastructure nécessaire comme celui des pertes en vie humaines toujours plus nombreuses. Responsable pour une bonne part de la pollution urbaine et de la destruction progressive de la cité, l'automobile reste aussi l'un des meilleurs moyens actuels d'échapper à l'« enfer urbain ».

Elevant le débat, des économistes se sont penchés sur ce phénomène révélateur ; tel François Perroux traitant du problème dans une préface au livre de Cl. Jessua, « Coûts sociaux et coûts privés » (3) et dégagant la relation de pouvoir entre les firmes et leur environnement. L'emprise de structure exercée par plusieurs secteurs économiques sur l'ensemble des groupes sociaux, clairement démontrée, éclaire puissamment la réalité quotidienne d'un monde axé sur l'automobile.

Mais il arrive que la mécanique se détraque, qu'un seuil de saturation devienne parfaitement perceptible pour le plus grand nombre. Qu'une circonstance exceptionnelle accélère le processus et l'on découvre avec stupeur la fragilité de notre société. C'est le rôle que joue la crise pétrolière.

UNE ABONDANCE FACTICE

Mieux qu'aucun discours, elle démontre l'absence de prévoyance dont nous avons fait preuve. Elle dévoile un monde bâti sur une abondance factice et sans lendemain. Pourtant d'autres orientations sont possibles.

Car près de la moitié de l'énergie produite est perdue, le reste étant souvent gaspillé. Par exemple, les résultats d'une étude menée aux Etats-Unis prouvent que, sur une base énergétique par voyageur transporté et sur une distance égale, les autocars sont quatre fois plus efficaces que les voitures privées et les chemins de fer deux fois et demi. L'application rationnelle de cette observation changerait le visage de nos villes ; d'autant plus qu'aux transports en commun il deviendra bientôt possible d'ajouter de petites voitures à moteur électrique

Sur les grandes distances faudra-t-il transformer la plupart des autoroutes en voies de chemins de fer, ou fera-t-on appel aux turbotrains, aéro-trains et véhicules électriques guidés par rail magnétique, dont la technique est déjà très élaborée mais l'utilisation incompréhensiblement retardée ?

Dans un autre domaine — la construction — on note que la plupart des locaux d'habitation et des bureaux ont été construits selon le principe que les pertes en chaleur doivent être acceptées, car moins coûteuses que les frais d'isolation thermique. La faible efficacité inhérente à la génération d'électricité, les pertes d'efficacité des procédés industriels, contribuent également au gaspillage universel de l'énergie.

Sa rareté progressive, son coût élevé, justifient une utilisation plus rationnelle. L'introduction de systèmes élaborés de récupération de l'énergie est possible. Une meilleure répartition des sources d'énergie selon une utilisation optimum entraînerait d'importantes économies.

Pourra-t-on éviter, malgré tout, la répétition des mêmes erreurs ? Il faudrait que la véritable question soit posée. Celle de savoir si l'homme est condamné à consommer toujours davantage d'énergie. Celle de savoir si les grandes firmes doivent disposer à l'avenir du même pouvoir quasi-absolu sur leur environnement social. En imposant un mode de croissance orienté à la fois par la notion d'abondance et par celle de l'éphémère, elles ont volontairement sacrifié toute vue à long terme à la rotation la plus rapide possible des capitaux, au profit le plus élevé, et surtout le plus immédiat.

La crise pétrolière nous le rappelle, nous vivons dans un monde déterminé par la rareté, dont l'avenir dépend d'une suite de choix prenant en compte tous les aspects de la vie sociale. Imposer une autre croissance, une économie de la qualité, implique alors une macro-décision qui paraît difficilement possible dans une société gouvernée par les micro-décisions des firmes privées ou publiques.

Le problème de l'énergie ne peut finalement se poser que de façon politique. Sa production, sa consommation, composantes d'une autre croissance dépendent d'une volonté politique, aujourd'hui inexistante.

P. D'AYMERIES.

(1) « Stop ! Ou l'automobile en question », par Julien Fabre et Hervé Michael. Mercure de France, Paris.

(2) ... sur les ondes de France-Inter, il y a quelques années. Dans la même veine, se reporter à la série de bandes dessinées publiées par l'hebdomadaire « Pilote », « Les mange-bitume ».

(3) « Coûts sociaux et coûts privés », P.U.F. Paris.

l'heure des choix

Entre la nation et l'Europe, entre le Tiers-monde et l'Europe, entre l'automobile et l'homme, il faut choisir. Immédiatement.

Européistes, sionistes et alarmistes de tout poil peuvent être satisfaits : enfin des restrictions ! Ils les annonçaient depuis si longtemps, avec des arrière-pensées plus ou moins douteuses. Les uns, titrant régulièrement sur l'essence, cherchaient simplement à vendre du papier. D'autres, par une conviction européiste aggravée d'un masochisme profond, jugeaient intolérable la situation d'une France illuminée et pétaradant de tous ses moteurs au milieu d'une Europe de la pénurie, devenant jour après jour plus sombre et plus silencieuse. Les derniers — ou les mêmes — oubliant la situation privilégiée de la France en matière d'approvisionnements pétroliers, affectaient de ne considérer qu'une Europe tout uniment étranglée et asséchée, pour mieux dénoncer le « chantage » arabe. Drôle de chantage d'ailleurs, qui consiste à utiliser le pétrole comme matière stratégique et à gérer des réserves qui s'amenuisent d'année en année.

On avait rarement vu campagne plus scandaleuse où journaux, officines radio et politiciens ont rivalisé d'ingéniosité et de mensonge pour mieux distiller la passion anti-arabe et pour mieux servir les intérêts des grandes compagnies pétrolières.

LE CARTEL PETROLIER

Dans son allocution télévisée, vendredi dernier, le Premier ministre a très justement dénoncé ces méthodes, rappelant en outre que la France, disposant de stocks importants, continue d'être normalement approvisionnée. Ce qui ne l'a pas empêché de prendre des mesures d'économie, d'ailleurs peu draconiennes. Contradiction ou simple précaution ? S'il ne « manque pas un baril », si la France demeure l'amie des pays arabes, pourquoi ces restrictions ? Peut-être parce que l'Etat, malgré les moyens juridiques dont il dispose, est finalement peu sûr d'imposer ses volontés aux grandes compagnies pétrolières internationales.

Celles-ci ont annoncé il y a une dizaine de jours qu'elles seraient contraintes, à partir du mois de décembre, de diminuer de 10 à 15 % leurs livraisons de pétrole à la France. La décision du gouvernement est intervenue le 30 novembre, et les économies qu'il en attend seront de l'ordre de 10 %. Curieuses coïncidences. On peut donc se demander si le gouvernement a d'ores et déjà été contraint de s'incliner devant le diktat des compagnies pétrolières, ou s'il a choisi de prendre quelques précautions en attendant la signature de nouveaux accords bilatéraux avec les pays producteurs, qui assureraient évidemment à la France une plus grande indépendance pétrolière. Si cette seconde hypothèse s'avérait exacte, il faudrait que le gouvernement explique clairement le sens du

combat et l'importance de l'enjeu, afin que le groupe de pression sioniste ne puisse continuer à exciter les Français contre les pays arabes.

DEFENDRE L'INDUSTRIE NATIONALE

Il faudrait aussi que le gouvernement se décide à effectuer un certain nombre de choix, tant à court qu'à long terme, au lieu de s'en tenir à une politique dont l'incertitude masque les contradictions profondes. C'est ainsi que, en terminant son allocution, M. Messmer en a appelé à la solidarité nationale. Celle-ci est en effet d'une nécessité primordiale dans le combat qui risque d'opposer la nation au Cartel pétrolier et face aux difficultés économiques que la situation énergétique des autres pays européens provoquera en France. Il s'agit aujourd'hui de défendre l'industrie nationale et les millions de travailleurs qu'elle emploie contre la récession et le chômage qui risquent d'être « importés » de l'étranger.

N'est-ce pas l'occasion de réviser notre position vis-à-vis du Marché commun en diversifiant nos exportations et en reconsidérant nos relations économiques à l'égard de cet ensemble étié et fragile ? Car il n'y a point de « solidarité européenne » qui tienne devant notre intérêt de nation. M. Pompidou le sait bien, qui a refusé au chancelier Brandt le partage des réserves françaises. Et M. Jobert a très bien dit, devant le Sénat, que la Hollande était mal fondée à invoquer une solidarité dont elle n'avait pas fait preuve lors des récents essais nucléaires français.

Voilà qui est bel et bon. Mais alors pourquoi ce verbiage européiste, pourquoi cet « enthousiasme » pour une « identité européenne » qui n'existe pas, cette campagne pour une « défense européenne » étroitement imbriquée dans l'Alliance atlantique, et cette volonté d'intégration politique, économique et monétaire ? Entre la solidarité nationale et le renoncement européen, entre le Marché commun et une politique africaine et arabe il s'agit de choisir, et tout de suite, au lieu de se cantonner dans l'irrésolution et de vivre dans des contradictions qui se révéleront rapidement insoutenables.

LE DECLIN DE L'AUTOMOBILE

Reste, au-delà de la crise actuelle, le problème d'une énergie qui tend à devenir plus chère et plus rare (1). C'est donc tout le problème des orientations de la croissance qui est à reconsidérer, comme il est démontré ci-contre. Cela suppose des choix à effectuer dès maintenant, afin que les travailleurs ne souf-

frent pas des révolutions économiques nécessaires : s'il est indispensable, aujourd'hui, d'assurer notre approvisionnement en pétrole de telle façon que les deux millions de travailleurs qui vivent de l'automobile ne soient pas réduits au chômage, il serait criminel, une fois les problèmes immédiats résolus, de ne pas organiser le déclin de l'automobile. La rareté du pétrole y contraint, autant que la nécessité d'imaginer — ou de recréer — un urbanisme et un environnement humains.

Dès lors, des décisions — ou des contre-décisions — immédiates s'imposent :

- renoncer à la construction de la voie express rive gauche qui massacrera à jamais le centre de Paris, alors qu'il faut prévoir dès maintenant l'interdiction de la circulation automobile dans les grandes villes ;

- abandonner le projet du « doublement » du boulevard périphérique parisien qui, dans l'optique d'un urbanisme « non automobile » sera inutile le jour où il sera achevé ;

- privilégier, sur le plan national, les transports en commun à grande vitesse et préparer la reconversion, au moins partielle, de l'industrie automobile ;

- cesser, d'une manière générale, de tout soumettre — hommes, paysages et cités — aux impératifs d'une « civilisation » automobile désormais condamnée : on respirerait mieux et l'on dépenserait moins.

Ces décisions immédiates demandent une volonté dépourvue d'ambiguïté et surtout une indépendance absolue face aux groupes de pression. Au gouvernement d'en faire la preuve dans les semaines qui viennent, faute de quoi il condamnerait notre pays à subir, dans les vingt ou trente prochaines années, une crise économique et sociale d'une ampleur considérable. Est-ce utopique de souhaiter que l'Etat prévienne et agisse ? Il est vrai que, dans vingt ans, MM. Pompidou et Messmer auront pris leur retraite et que l'U.D.R. aura rejoint le musée des formations politiques défunctes. Il est vrai qu'il est plus facile de vivre dans l'ambiguïté que de s'exposer aux attaques des intérêts privés. Il est vrai que la République de Pompidou, comme tout régime démocratique, ne réunit pas les conditions institutionnelles de l'indépendance. Et il est vrai que la gestion au jour le jour est plus facile que le bouleversement des structures économiques. Il y a tant de vérités de ce genre qu'on se prend à douter de la volonté, de la cohérence intellectuelle et de la liberté d'action d'hommes qui ne sont que les hôtes de passage de l'Etat et les responsables éphémères de l'avenir de la nation.

Bertrand RENOUVIN.

(1) Cf. N.A.F. 134. L'arme du pétrole (1) par Ph. d'Aymeries.

beaumarchais ou la calomnie

Ce gros livre (1) se lit aisément. C'est que la vie de Pierre Augustin Caron de Beaumarchais, qu'il ressuscite, ressemble à une vie. Et je veux dire par là d'abord que Frédéric Grendel réussit admirablement à dominer et faire oublier les milliers d'heures de recherches d'archives et d'érudition nécessaires (j'imagine !) pour qu'apparaisse enfin « le fils Caron », tel qu'il était en son vivant. Ensuite qu'il y eut tant de force et de variété dans cette vie et dans le siècle tout entier, que nous nous sentons soudain, le livre fermé, tristement enfermés dans notre siècle, et pour tout dire, petits fonctionnaires, avec nos destins orientés dès l'école, nos professions choisies une fois pour toutes, nos existences logiques, étroites, rangées.

Grendel a raison d'aimer son personnage. Il y a quelque chose de prodigieux dans ce fils d'horloger qui, commençant à quatorze ans de travailler quatorze heures par jour à son établi d'horloger, fait la découverte à vingt et un ans d'un « échappement » qui révolutionne les montres, se fait prendre son invention par un tout-puissant seigneur de la profession, porte plainte et triomphe de lui, se glisse dans les salons de Versailles, épouse une veuve, s'anoblit, apprend la harpe, s'insinue dans l'amitié des filles du Roi, se lance dans les affaires, s'enrichit, devient exploitant forestier, agent secret, magistrat, est reçu par le roi d'Espagne, devient veuf, épouse une autre veuve, entame un procès héroïque, le gagne, le perd, risque les galères, est déchu de ses droits civiques, mais accomplit simultanément pour Louis XV et pour Louis XVI des missions diplomatiques importantes, prépare plus qu'un autre la chute de la Monarchie en imposant à la scène *Le Mariage de Figaro*, mais donne, dans le même temps, à Louis XVI et à Vergennes d'excellents conseils de politique étrangère et de fermeté, qui, s'ils avaient été suivis jusqu'au bout, lui auraient donné le temps de devenir, ce qu'il manqua d'être, ministre de l'Intérieur, et le lointain prédécesseur, ô Figaro !, de M. Marcellin. Avec cela, bon époux, bon fils et bon père, « épithèse mise à part » et même littérateur, j'allais l'oublier.

De quoi nous dégoûter, par comparaison (mais Frédéric Grendel ne l'a sans doute pas voulu) de notre liberté démocratique « décevante et totale ». On en vient même à se poser des questions « révoltantes », à se demander si le régime de la faveur et des lettres de recommandation ne valait pas mieux pour permettre au mérite de percer que tous nos concours et nos Grandes Ecoles, quand il suffisait en ce temps-là à un jeune homme de quelque relief d'une rencontre d'auberge ou d'un mot d'esprit pour cheminer vers les hauteurs. Chaque journée recelait ainsi ses surprises et ses allégresses, qui chantaient dans ce décor, si bien tracé par Grendel, de l'admirable XVIII^e siècle français, qui, bien avant la Révolution, avait conquis l'Europe, et l'avait même un peu mieux faite que les rodomontades de M. Lecanuet, lui donnant ses arts et son art de vivre, ses manières, sa façon inimitable de tout écrire, même le grivois, avec grâce.

Voilà donc un livre qu'il faut lire. Non qu'il faille approuver tous ses jugements, mais parce qu'on n'y trouve, quelles que soient les pensées politiques de l'auteur, ni hargne ni haine contre le vieux temps, mais au contraire, une volonté de comprendre les institutions et une honnête — je dirais même une inquiète — manière de les confronter aux nôtres.

Beaumarchais fut un plaideur acharné, donc un aventurier. Si on compte et si on admet, avec Grendel, qu'il eut toujours raison, il a

gagné tous ses procès finalement, dont le plus fameux le mit, après 1771, dans le tourbillon de la réforme Maupeou, du côté des Parlementaires et du clan Choiseul. Frédéric Grendel est sévère pour Maupeou. Il a tort. Le cas du conseiller Goetzman, de sa dame et de ses quinze écus ne doit pas nous faire perdre de vue que la justice et l'esprit de progrès étaient alors du côté du Roi et de son chancelier, que j'admire pour avoir brisé la résistance de grands messieurs qui cachaient mal leur égoïsme et leur avidité sous le masque de faux réformateurs.

Constatons que pour Beaumarchais, confronté à bien des puissants et bien des puissances, son aventure judiciaire majeure ne dura que

quatre ans et demi, après jugement, arrêt, cassation, renvoi de Cassation. Franchement, de nos jours, affronté à de telles puissances, je crois qu'il lui faudrait deux fois plus de temps et qu'il aurait deux fois moins de chances.

J'entends bien qu'il eut pour lui le secours de l'opinion. Mais de nos jours, c'est la presse qui fait l'opinion et c'est l'argent qui fait la presse. Alors ?

G.-P. WAGNER.

Beaumarchais ou la calomnie, par Frédéric Grendel. (Flammarion.)

(1) En vente à nos bureaux.

au t.n.p. : le vrai marivaux

S'il est un auteur qui doit être délivré des fausses traditions dont on surcharge son œuvre, c'est bien Marivaux. Et avant toute chose, de ce « marivaudage », mot forgé de son vivant et dont il demeure la victime.

Litré nous dit que le marivaudage est « un style où l'on raffine sur les sentiments et l'expression ». Ce serait donc un jeu gratuit et léger dans lequel la psychologie et l'étude approfondie des sentiments auraient bien peu de place. Et c'est bien rabaisser Marivaux que de le mettre sur ce plan-là.

La pièce — *La Dispute* — que nous présente Patrice Chéreau (1) est l'occasion idéale de prouver que son auteur s'élève bien au-dessus de ce jeu superficiel. Le thème en est l'inconstance en amour (sujet apparemment léger) et son but est de découvrir qui de l'homme ou de la femme « a donné le premier exemple de l'inconstance et de l'infidélité ». Pour le Prince, qui est le meneur de jeu, il n'existe pour cela que la méthode expérimentale : mettre en présence des adolescents qui, élevés dans l'ignorance les uns des autres, vont recréer devant nous les rapports du premier couple terrestre. Et également les rapports entre couples puisque ce sont deux femmes et deux hommes qui découvrent l'amour, l'amitié, la jalousie, et enfin l'infidélité. L'apparition d'un troisième couple à la fin de la pièce n'intervient que pour nous offrir l'exemple contraire de la fidélité de deux êtres que la présence des autres ne trouble pas dans leur amour. Ainsi, au-delà du prétexte de départ, c'est à une véritable étude clinique, étude cruelle, que se livre Marivaux. Et à l'issue de cette étude, l'homme et la femme sont renvoyés dos à dos : aucun ne peut être privilégié par rapport à l'autre puisque comme le déclare le Prince « vice et vertus, tout est égal entre eux ».

Mais la découverte la plus cruelle faite à l'occasion de cette expérience est que le « bon sauvage » n'existe pas, que l'homme ne peut pas se raccrocher à ce mythe, et que les vices qui sem-

blent appartenir à son état de civilisé font partie de sa nature profonde. C'est une réfutation des thèses de Rousseau, réfutation avant la lettre puisque la *Dispute* fut créée en 1744 et sifflée d'ailleurs lors de son unique représentation. Elle n'eut pas plus de succès lors de sa reprise par les comédiens-français dans les années 1930, insuccès certainement dû à l'esprit de marivaudage selon lequel elle fut montée.

Patrice Chéreau, lui, par sa mise en scène et la direction de ses comédiens, nous révèle le véritable Marivaux. Il le dépouille des ornements dont on l'accable habituellement et donne à l'œuvre la plus grande dimension possible. Il est servi par des comédiens qui sont des natures avant d'être des diseurs et qui mettent d'autant mieux en évidence les caractères profonds des personnages et leurs rapports entre eux. Une réserve toutefois : le parti-pris de faire jouer certains rôles par des comédiens étrangers dont l'accent nous interdit une compréhension parfaite de leur texte ; rôles heureusement secondaires. Je n'aime pas trop faire ressortir un élément de distribution, le théâtre étant avant tout un art collectif. Mais il me faut bien signaler l'interprétation de Laurence Bourdil qui révèle à ceux qui ne la connaissent pas encore toute la richesse d'une nature de comédienne qui ne demandait pour s'accomplir qu'à être bien dirigée. Ce qui est ici chose faite.

Un conseil à ceux qui voudront voir ce spectacle : c'est d'oublier ce cliché d'un Marivaux « marivaudant » momifié par des metteurs en scène et des comédiens trop soucieux de suivre une tradition qui ne correspond pas au sens profond de son œuvre.

Pierre LIMOUSI.

(1) *La Dispute* de Marivaux vient d'être représentée pendant un mois au Théâtre de la Musique à Paris et va poursuivre sa carrière dans toute la France, justifiant ainsi la vocation du T.N.P.

lire le projet royaliste, c'est bien

le diffuser, c'est mieux

réunions sur le « projet royaliste »

AVIGNON

Vendredi 7 décembre : réunion de présentation du « Projet royaliste » avec la participation de B. Renouvin qui dédicacera son livre.

Vendredi 7, samedi 8, dimanche 9 : Congrès régional du Sud-Est. Thèmes du Congrès : la N.A.F. face à l'avortement, la N.A.F. et les régions, étude, réflexion, et préparation à l'action.

Emploi du temps : samedi matin : l'avortement. Samedi après-midi : l'avortement, le régionalisme. Dimanche matin : problèmes d'action. Dimanche après-midi : synthèse. L'accueil sera assuré vendredi 7 décembre vers 18 heures chez Jean-Jacques Boisserolle, 13, rue Noël-Biret, Avignon.

STRASBOURG

Réunion « Le Projet royaliste » avec Bertrand Renouvin, le mardi 11 décembre à 20 h 30 au palais universitaire. Tous les sympathisants et lecteurs sont conviés à venir à cette réunion à l'issue de laquelle l'auteur signera son livre.

MERCREDI 12 DECEMBRE à 21 heures

« LE PROJET ROYALISTE » meeting

44, rue de Rennes

(Métro :

Saint-Germain-des-Prés)

avec

Bertrand Renouvin, auteur du « Projet royaliste ».

Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F.

Abel Pomarède, vigneron languedocien.

A l'issue de la réunion Bertrand Renouvin signera son livre.

Tous les militants de la région parisienne sont priés de se mettre en contact avec nous de toute urgence pour organiser la campagne de propagande.

PARIS 15° - CLAMART - ISSY - VANVES

Le vendredi 14 décembre à 21 heures, réunion sur le thème du « Projet royaliste » avec Bertrand Renouvin. Au café des Sports (salle en sous-sol), 24, rue Alain-Chartier (Métro Convention).

REIMS

Vendredi 14 décembre à 20 h 45, réunion sur le thème le « Projet royaliste » avec Gérard Leclerc.

LA ROCHE-SUR-YON

La N.A.F.-Vendée organise un cocktail le samedi 15 décembre à 17 heures dans les salons du « Marie-Stuart Hôtel » à l'occasion de la parution du livre de Bertrand Renouvin « Le Projet royaliste ». L'auteur présentera son œuvre et développera les grandes lignes de la stratégie politique de la N.A.F. Il signera son livre à l'issue de la réunion.

avis pratiques

Tous les souscripteurs de l'édition courante doivent maintenant avoir reçu leur livre.

Les souscripteurs de l'édition originale ne recevront pas leur livre immédiatement et nous nous en excusons. Une malencontreuse contrainte à renvoyer le tirage chez l'imprimeur.

La campagne de promotion du premier livre de la N.A.F. est maintenant lancée. Cet ouvrage n'est pas seulement destiné aux militants et aux sympathisants qui se doivent, bien sûr, de le posséder, mais encore aux simples curieux qui y trouveront les réponses aux questions que chacun se pose

sur la N.A.F., ses positions, ses méthodes, ses analyses et ses buts.

— Bertrand Renouvin signera son livre à l'issue du meeting du 12 décembre, rue de Rennes.

— Conditions de vente :

1 exemplaire, prix : 15 F - franco : 18 F.

5 exemplaires, prix : 65 F - franco : 69 F.

10 exemplaires, prix : 100 F - franco : 105 F.

30 exemplaires, prix : 270 F - franco : 280 F.

Les commandes, accompagnées de leur règlement, doivent être adressées à I.P.N., B.P. 558 - 75026 PARIS Cédex 01 - C.C.P. La Source 33-537-41.

Communiqué du Club de la Plaine Monceau

Un dîner-débat sur la « crise des arts plastiques dans la France de 1973 » aura lieu le jeudi 6 décembre. Il sera animé par des artistes peintres, sculpteurs et écrivains d'Art en renom. S'adresser au « Club de la Plaine Monceau », 13, rue Saint-Marceaux, 75017 Paris. Tél. 754-46-58.

les mercredis de la naf

Mercredi 5 décembre : Un portrait inédit de Charles Maurras par Gérard Leclerc.

La dernière séance du trimestre des « mercredis de la N.A.F. » aura lieu le mercredi 19 décembre à 21 heures précises, sur le thème « Vivre demain - vers un nouvel urbanisme », par Michel Giraud.

Les réunions se tiennent dans la salle du deuxième étage, 12, rue du Renard, Paris-4°, à 21 heures précises. Il est recommandé d'y amener des amis.

nouveaux points de vente

Paris-17°. — Kiosque, 200, boulevard Malesherbes.

Lille. — Kiosque, angle boulevard de la Liberté et rue Nationale ; Régent-Cinéma, rue de Béthune ; Le Furet du Nord, grande-place.

Morlaix. — Maison de la Presse.

Plouvern. — Au bourg.

Quimper. — Rue de la Cathédrale.

Pleyben. — Grand'Place.

permanences

LYCEENS DE PARIS

Permanence tous les mercredis de 15 h 30 à 17 h au local, 17, rue des Petits-Champs.

ETUDIANTS DE PARIS

Permanence tous les mercredis et les vendredis de 15 heures à 18 heures dans les locaux du journal.

PARIS 10° - 19° - 20°

Permanence le mardi de 21 h à 22 h à « La Mandoline », 2, avenue Secrétan, 75019 Paris (Métro Jaurès). Tous les militants et sympathisants sont priés de venir prendre contact pour l'organisation de la campagne de propagande pour le meeting du 12 décembre.

PARIS-15° - ISSY - VANVES - CLAMART

Permanence tous les vendredis à 21 heures, Café des Sports (salle en sous-sol) 24, rue Alain-Chartier (métro Convention).

BORDEAUX

Réunion le mercredi de 16 heures à 20 heures permanence et cercle d'études). Permanence le vendredi, de 18 h 30 à 20 heures. Réunions et permanences ont lieu au local, 59, quai des Chartrons.

RENNES

Permanence des étudiants et lycéens chaque mercredi de 17 h à 19 h. Bibliothèque. Au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage, entrée sous le porche).

en passant par le québec

Pour fédérer, il faut être fort, c'est-à-dire indépendant, au-dessus des intérêts des partis et M. Trudeau est bien mal assis...

Dans la N.A.F. n° 132, Jean Plissier s'interrogeait sur le résultat des élections que vient de connaître la province québécoise. Il y a de quoi s'interroger. La presse française s'est empressée d'analyser les pourcentages et de spéculer sur l'avenir de cette province.

Leur conclusion générale, à quelques nuances près : « Succès », « Triomphe des libéraux ». Je me référerai entre autres à l'article de F. Monnet (*Le Monde* du 31 octobre 1973).

Il faudrait néanmoins aller au fond des choses et dépoussiérer quelque peu les opinions « convenables » de nos confrères. Le fait de recueillir 30 % des voix et d'obtenir sept députés demande des précisions. Non pas d'expliquer la démocratie canadienne, qui n'est ni pire ni meilleure qu'une autre, mais de présenter un peu cette province et ses habitants.

« PORTRAIT » DES QUEBÉCOIS

Il n'est pas possible de parler du Québécois et de sa province sans faire référence au Canadien anglo-saxon. Car sans désirer entamer de polémique, il faut savoir comment est « senti » le Québécois d'origine française par les Canadiens anglophones.

J'ai pu apprécier les sentiments que l'on porte à nos « cousins » avant même de passer quelque temps avec eux car j'ai d'abord visité le Canada anglais et mon anglais à fort accent français m'a permis d'être assimilé aux Québécois.

Qu'est-ce à dire ?

Etre Québécois, pour l'habitant de l'Alberta, c'est être « alcoolique et chaud lapin » (la décence m'empêche d'ailleurs de traduire précisément l'expression anglaise).

Je m'explique. Alcoolique pour une raison bien simple, le Québec est la seule province où il existe des débits de boissons alcoolisées, nous y trouvons le « bistrot ». Tout le reste du Canada vit à l'heure anglaise, moins les pubs. C'est-à-dire que la vente de l'alcool est seulement autorisée dans les restaurants à l'heure des repas, et dans les salons-bars de quelques grands hôtels. Pour cette raison le Québécois est un ivrogne. Libre aux autres Canadiens de faire le « plein » dans les « liquor stores », magasins tenus par l'Etat où l'on peut acheter l'alcool à condition d'être majeur. Précisons que les Canadiens ne négligent pas ces magasins : il faut bien s'approvisionner pour la « party » hebdomadaire. Pour ces rencontres typiquement nord-américaines, il faut prévoir un litre de whisky par personne (plus les autres alcools).

Voilà pour le chapitre « alcoolique, typically french ! ».

Quant au Français passant son temps à remonter ses pantalons en bataille sur ses chevilles, il faut l'excuser : il est catholique et donc il a plus d'enfants que son voisin anglo-saxon. Il est catholique, d'un catholicisme que l'on ne trouve guère dans notre pays. Sa fa-

mille est égayée par 3 ou 4 enfants (voire fréquemment 6 ou 7). Le Canadien anglo-saxon en a 2 ou 3, rarement plus. Le cinéma nous a habitués aux cocasses couchers des nords-Américains. Combien de Français (grivois... naturellement) ont souri en voyant ces petits lits séparés donnant aux chambres familiales un aspect de... comédie américaine... Le puritanisme n'y est pas étranger, l'intérêt économique non plus.

Pour ces raisons, le Français du Québec (je précise du Québec car l'Autre est encore pire !) est un être que la fée bagatelle taquine sans cesse, et le puritain anglo-saxon ne se promènera jamais à Montréal sans sursauter et rougir à la vue des nombreuses églises qui se dressent d'ailleurs dans toutes les villes de la belle province.

« BOURASSA CONSTRUIT »

Nos lecteurs doivent se demander quel rapport il y a entre ce portrait des Québécois et le résultat des élections.

Pourtant c'est là l'essentiel : 30 % de ces paillards éthyliques désirent actuellement se séparer de l'Etat fédéral, 30 % ce n'est déjà pas mal ! Mais quand l'on sait que les libéraux ont été élus aussi avec les 20 % des voix anglophones, il y a de quoi réfléchir quant au succès de M. Bourrassa. Ce n'est plus le triomphe.

M. Bourrassa a d'ailleurs eu le succès modeste : « Les idées que vous défendez, il n'est pas dans mon intention de les ignorer ». Et donc le chef du parti libéral va construire puisque tel était son slogan (*Bourrassa construit*). Très certainement tiendra-t-il son pari, avec l'élégance des anciens de Harvard. Mais le Québécois continuera de payer chaque matin son journal en cents canadiens ou en cents U.S., peut-être même trouvera-t-il dans sa monnaie un penny de Sa Majesté...

Il se consolera certes en se disant que la loi sur le bilinguisme est passée, que tous les fonctionnaires des administrations parlent français et anglais. Sans doute l'an prochain trouverai-je dans l'avion me conduisant de Toronto à Calgary une hôtesse parlant français (alors que cette année celle à qui je me suis adressé me répondait systématiquement en anglais). Oui, mais cette loi qui aurait pu depuis bien longtemps œuvrer pour une unité nationale a été sans cesse repoussée par les lobbies anglophones. Aussi le Québécois, après un temps d'enthousiasme hausse-t-il maintenant les épaules.

Pour fédérer, il faut être fort, c'est-à-dire indépendant, au-dessus des intérêts des partis et M. Trudeau est bien mal assis...

Le Québec n'a pas de pétrole ni de gaz naturel. Les Américains des Etats frontaliers sont sans cesse plus nombreux en vacances au Québec, s'extasiant devant les campagnes québécoises. Ils se torturent pour prononcer les noms charmants tel Saint-Jean-aux-Loups. Le dollar même dévalué reste le dollar.

Le parti québécois, séparatiste, a présenté de façon sérieuse son programme. Rien n'avait été négligé pour faire entendre que le Québec pouvait être souverain ; c'est d'ailleurs pour les séparatistes la seule solution pour que cette province soit politiquement et économiquement viable.

Pour lutter contre ce qu'ils appellent l'aventure séparatiste, les libéraux vont construire. Mais ce qui risque d'être une débauche de constructions et de programmes à l'américaine n'empêchera pas encore les Québécois de faire les frais d'une politique anglo-saxonne par nature.

LA TENTATION EXTRA-PARLEMENTAIRE

En partant vers l'aéroport de Montréal je comptais les grands panneaux publicitaires « American way of life » vantant tous les produits qui font que du Nouveau-Mexique aux territoires du Nord celui qui les utilise est un homme intelligent, gai... (smart, funny, fancy). Plus de trois panneaux sur cinq portaient des graffitis de révolte. Là-bas aussi l'homme de la rue respectueux des lois dit de cette jeunesse qui se découvre québécoise en écoutant Charlebois : « Ils n'ont qu'à voter pour changer les choses ».

Oui, vraiment, pour reprendre F. Monnet, la tentation extra-parlementaire sera forte pour ceux qui aiment cette terre.

L'exemple québécois devrait nous éclairer tous ! Alors qu'il est de plus en plus nécessaire de libérer nos provinces de la tyrannie de Paris, d'une politique qui ne cesse de renforcer son jacobinisme, il est de la plus grande importance d'affirmer que toute tentative de régionalisation sera vaine en dehors de l'arbitrage d'un médiateur indépendant.

Nous connaissons son nom...

La Monarchie française sera décentralisée...

Marc VAN DE SANDE.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F

Abonnement un an : 55 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)